

RCS : VIENNE
Code greffe : 3802

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de VIENNE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 00936
Numéro SIREN : 852 145 861
Nom ou dénomination : HOLDING CHANLIAUD JV

Ce dépôt a été enregistré le 07/09/2021 sous le numéro de dépôt A2021/005792

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE VIENNE**

A2021/005792

Dénomination : HOLDING CHANLIAUD JV
Adresse : Lieu-dit Les Grandes Balmes Zone Portuaire 38150 SALAISE-SUR-SANNE
N° de gestion : 2019B00936
N° d'identification : 852145861
N° de dépôt : A2021/005792
Date du dépôt : 07/09/2021
Pièce : Procès-verbal de décision du dirigeant social du 30/06/2021 DIRS



772396



772396

HOLDING CHANLIAUD JV

Société par actions simplifiée au capital de 80.000 euros
Siège social : Lieu dit Les Grandes Balmes Zone Portuaire – 38150 SALAISE SUR SANNE

852 145 861 RCS VIENNE

(la « Société »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 30 JUIN 2021

L'an deux mille vingt-et-un,
Le trente juin,

Monsieur Joseph CHANLIAUD demeurant 7 bis Impasse du Docteur Alexandre Reymond à GENAS (69740), agissant en sa qualité de président de la Société,

Après avoir rappelé qu'aux termes des délibérations de l'assemblée générale mixte des associés de la Société en date du 31 mai 2021, il a été décidé :

- de réduire le capital de la Société d'un montant de 24.000 euros pour le ramener de 80.000 euros à 56.000 euros par voie de rachat par la Société des 24.000 actions d'une valeur nominale de un euro chacune détenues par Madame Violaine RENOU;
- que l'achat des 24.000 actions par la Société sera réalisé moyennant un prix global de 42.280,20 euros, soit environ 1,76 euros par action. La différence entre le prix de rachat et la valeur nominale desdites actions rachetées, soit un montant de 18.280,20 euros, sera comptabilisée au passif du bilan de la Société, dans le compte « Autres réserves » ;
- que les 24.000 actions rachetées seront immédiatement annulées ;
- que tous les droits attachés aux actions rachetées, y compris le droit aux bénéfices de l'exercice en cours, s'éteindront au jour du rachat ; et
- de conférer tous pouvoirs au Président à l'effet de constater l'expiration du délai légal d'opposition des créanciers de 20 jours, de veiller à la poursuite des opérations de réduction de capital, de constater la réalisation définitive de la réduction de capital et de procéder matériellement au rachat et à l'annulation desdites actions, de procéder à la modification corrélative des articles 7 et 8 des statuts et, d'une manière générale, de faire tout ce qui sera utile dans ce cadre ;

a pris les décisions portant sur l'ordre du jour suivant :

1. constatation du rachat par la Société de 24.000 actions et de la réduction de capital social par voie d'annulation de 24.000 actions ;
2. modification corrélative des articles 7 (*apports*) et 8 (*Capital social*) des statuts de la Société ;
3. pouvoir pour les formalités.

SC

* * *

PREMIERE DECISION

Constatation du rachat par la Société de 24.000 actions et de la réduction de capital social par voie d'annulation de 24.000 actions

Le Président, prenant acte de ce qui précède, et usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibérations de l'assemblée générale mixte des associés en date du 31 mai 2021 :

- **constate** que le délai légal d'opposition des créanciers de 20 jours, à compter du dépôt, au greffe du tribunal de commerce de VIENNE, du procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale mixte des associés en date du 31 mai 2021, ayant décidé la réduction du capital de la Société, est à ce jour expiré et qu'aucune opposition n'a été effectuée, dans ledit délai légal, par un créancier dont la créance aurait été antérieure à ce dépôt comme l'indique le certificat de non-opposition émis par le greffe du tribunal de commerce de VIENNE en date du 28 juin 2021 ;
- **constate** que les 24.000 actions de la Société détenues par Madame Violaine RENOU épouse CHANLIAUD sont par conséquent rachetées et annulées immédiatement par la Société, tous les droits attachés aux actions rachetées, y compris le droit aux bénéfices de l'exercice en cours, s'éteignant à la date des présentes ;
- **constate** que le capital se trouve réduit en conséquence d'un montant de 24.000 euros pour le ramener de 80.000 euros à 56.000 euros. La Société verse en conséquence ce jour à Madame Violaine RENOU épouse CHANLIAUD la somme totale de 42.280,20 euros ;
- **constate** que la différence entre le prix de rachat et la valeur nominale desdites actions rachetées, soit un montant de 18.280,20 euros, est comptabilisée au passif du bilan de la Société, dans le compte « Autres réserves ».

DEUXIEME DECISION

Modification corrélative des articles 7 (Apports) et 8 (Capital social) des statuts de la Société

Le Président, connaissance prise de la décision qui précède, et usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibérations de l'assemblée générale des associés de la Société en date du 31 mai 2021, **décide** de modifier en conséquence les articles 7 (*Apports*) et 8 (*Capital social*) des statuts de la Société comme suit :

ARTICLE 6. APPORTS

Il est ajouté in fine le paragraphe suivant :

« Suivants délibération de l'assemblée générale mixte en date du 31 mai 2021 et décision du président de la Société en date du 30 juin 2021, le capital de la société a été réduit d'une somme de vingt-quatre mille euros (24.000 €), pour le ramener de quatre-vingt mille euros (80.000 €) à cinquante-six mille euros (56.000 €), par voie de rachat par la Société de vingt-quatre mille (24.000) actions. »

Le reste de l'article demeure inchangé.



ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Cet article sera désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme de cinquante-six mille euros (56.000 €).

Il est divisé en cinquante-six mille (56.000) actions de un (1) euro de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, intégralement souscrites et libérées. »

TROISIEME DECISION

Pouvoir pour les formalités

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes les formalités de dépôt, de publicité ou autres prescrites par la loi.

* *
*

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président.



Monsieur Joseph CHANLIAUD
Président

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE VIENNE**

A2021/005792

Dénomination : HOLDING CHANLIAUD JV
Adresse : Lieu-dit Les Grandes Balmes Zone Portuaire 38150 SALAISE-SUR-SANNE
N° de gestion : 2019B00936
N° d'identification : 852145861
N° de dépôt : A2021/005792
Date du dépôt : 07/09/2021
Pièce : Statuts mis à jour STMJ



772395



772395

HOLDING CHANLIAUD JV

Société par actions simplifiée au capital de 56.000 euros

Siège social : Lieu dit Les Grandes Balmes Zone Portuaire – 38150 Salaise sur Sanne

852 145 861 RCS VIENNE

STATUTS

MIS A JOUR LE 30 JUIN 2021

DE TOUTES MODIFICATIONS

INTERVENUES DEPUIS LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Certifiés conformes

Le Président

Monsieur Joseph CHANLIAUD



LES SOUSSIGNES :

- **Monsieur Joseph François CHANLIAUD**
demeurant à GENAS (69740) 7 bis impasse Alexandre Reymond
né le 18 décembre 1980 à CHAMBERY (73000)
de nationalité française,

Et

- **Madame Violaine Hélène Adrienne RENOU épouse CHANLIAUD**
demeurant à GENAS (69740) 7 bis impasse Alexandre Reymond
née le 18 novembre 1983 à MONTPELLIER (34000)
de nationalité française,

Mariés ensemble sous le régime de la séparation de biens, aux termes d'un contrat reçu par devant Me Frédéric SALAGNAT, notaire à Chassieu (69680), préalablement à leur union célébrée à Rennes (35) le 18 avril 2015, ledit régime non modifié depuis lors

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'ils ont décidé de constituer sans appel public à l'épargne.

Je

Article 1 **Forme de la Société**

Il est constitué par les présentes, sous la forme d'une société par actions simplifiée, une société qui sera régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur notamment les dispositions des articles L. 227-1 et suivants du code de commerce ainsi que par les présents statuts (les « **Statuts** »).

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, l'associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les Statuts.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers.

Article 2 **Objet**

La Société a pour objet, tant en France, qu'à l'étranger :

- La prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés et affaires quel qu'en soit l'objet, par la création de sociétés de toutes formes au moyen d'apports ou souscription, de commandite, de fusion, par achat d'actions, obligations, prêts participatifs ou autres titres de tous droits sociaux et, généralement, par toutes formes quelconques ;
- L'acquisition et la gestion de valeurs mobilières ou immobilières afin de permettre le financement des participations susvisées ;
- L'animation et la coordination des sociétés notamment par l'exécution de tous mandats de gestion, direction, contrôle et de toutes prestations de services ;
- Le recours à tous moyens de financement pour l'acquisition, la gestion et la prise de ces participations ;
- L'accomplissement de toutes prestations de services plus particulièrement à l'adresse de toutes sociétés dans lesquelles la société détient des participations ;

Pour réaliser cet objet, la société peut, tant en France qu'à l'étranger :

- Faire toutes opérations mobilières ou immobilières, commerciales, financières se rattachant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à son objet ou susceptible d'en faciliter la réalisation ;
- Consentir aux garanties nécessaires demandées par les établissements financiers prêteurs.

Article 3 **Dénomination**

La dénomination sociale de la Société est **HOLDING CHANLIAUD JV**.

Tous les actes et documents, émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « *société par actions simplifiée* » ou des initiales « SAS », et de l'énonciation du montant du capital social, du lieu et du numéro d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 4 **Siège social**

Le siège social est fixé à : **Lieu dit Les Grandes Balmes Zone Portuaire – 38150 Salaise sur Sanne.**



Il peut être transféré en tout autre lieu en France Métropolitaine par simple décision du Président.

Le siège social peut également être transféré en tout lieu en vertu d'une décision collective des associés ou par décision de l'associé unique.

Lors d'un transfert décidé par le Président, celui-ci est autorisé à modifier les Statuts en conséquence.

Des agences, succursales et dépôts peuvent être créés en tous lieux et en tous pays par simple décision du Président, qui peut ensuite les transférer et les supprimer comme il l'entend.

Article 5 **Durée**

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf décision de dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 **Exercice social**

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Article 7 **Apports**

Les soussignés apportent à la Société une somme en numéraire de **quatre-vingt mille euros (80.000 €)**, correspondant à **quatre-vingt mille (80.000)** actions de UN EURO (1 €) de valeur nominale chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 25 juin 2019 par la banque CREDIT AGRICOLE Centre Est – BP 7414 – SAINT QUENTIN FALLAVIER CEDEX (38074), dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit **quatre-vingt mille euros (80.000 €)**, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

Suivants délibération de l'assemblée générale mixte en date du 31 mai 2021 et décision du président de la Société en date du 30 juin 2021, le capital de la société a été réduit d'une somme de vingt-quatre mille euros (24.000 €), pour le ramener de quatre-vingt mille (80.000€) à cinquante-six mille euros (56.000 €), par voie de rachat de vingt-quatre mille (24.000) actions.

Article 8 **Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de **cinquante-six mille euros (56.000 €)**.

Il est divisé en **cinquante-six mille (56.000) actions de un (1) euro** de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, intégralement souscrites et libérées.



Article 9 **Modifications du capital social**

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés prise dans les conditions visées à l'article 14 ci-après ou par décision de l'associé unique.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Le capital doit être intégralement libéré avant toute émission d'actions nouvelles à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

En cas d'émission d'actions nouvelles, les actions sont émises soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Les actions nouvelles sont libérées soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apport en nature, soit par fusion ou scission, soit par tout autre mode prévu par la loi.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

Article 10 **Forme des actions**

Les actions ont la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur

Il peut être créé des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent, dans le respect des dispositions légales en vigueur.

Article 11 **Droits et obligations attachés aux actions**

Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts. Chaque action donne droit à son propriétaire à une voix lors des décisions collectives.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions collectives des associés ou de l'associé unique.

Article 12 Modalités de transmission des actions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des associés titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte de l'associé cédant au compte de l'associé cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par l'associé cédant, personne physique, le représentant légal de l'associé cédant, personne morale ou son mandataire.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit (8) jours qui suivent celle-ci.

En cas de cession, le transfert de propriété résulte de l'inscription des actions au compte de l'acheteur.

La Société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

Le cas échéant, les cessions d'actions consenties par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la transmission d'actions ou la cession de titres donnant accès au capital à un tiers ou à un autre associé, à quelque titre que ce soit, est soumise à l'agrément préalable du Président.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou lettre remise en mains propres contre récépissé une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément du Président n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée ou lettre remise en mains propres contre récépissé. A défaut de notification dans les trente (30) jours qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé refusé.

- a) En cas d'agrément, la transmission d'actions ou la cession de titres donnant accès au capital projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 30 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.
- b) En cas de refus d'agrément, la Société doit dans un délai de 2 mois à compter de la décision de refus d'agrément (ou l'écoulement du délai de trente (30) jours, à défaut de décision expresse), acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Je

Lorsque la Société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Toute cession d'actions intervenue en violation des dispositions ci-dessus est nulle.

Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, même aux adjudications publiques en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Ces dispositions sont également applicables à tout transfert de propriété à quelque titre que ce soit et sous quelque forme que ce soit et notamment par voie d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est également applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la Société, donnant accès ou pouvant donner accès à tout moment ou à terme au capital de la Société.

Article 13 Administration de la Société

Article 13.1 Le Président

La Société est dirigée et administrée par un Président personne morale ou personne physique associé ou non de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président.

En cours de vie sociale, le Président est désigné pour une durée déterminée ou indéterminée par une décision collective des associés ou une décision de l'associé unique, le premier Président étant nommé dans les statuts constitutifs.

Les associés déterminent la durée du mandat du Président et fixent, le cas échéant, sa rémunération à ce titre, sauf pour le premier président dont la durée du mandat et la rémunération, s'il en est attribué une, sont fixées statutairement.

Il pourra, en outre, prétendre, sur présentation des justificatifs, au remboursement des frais exposés dans le cadre de l'accomplissement de leur mandat.

Le mandat du Président est renouvelable indéfiniment par décision des associés.

Les fonctions du Président prennent fin (i) par l'arrivée du terme de son mandat, (ii) par l'incapacité ou l'interdiction de gérer, (iii) par le décès ou, (iv) s'il s'agit d'une personne morale, en cas d'ouverture à son

encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire et en cas de transformation ou de dissolution amiable.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit lors de la décision collective des associés ou de la décision de l'associé unique qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

Le Président est révocable à tout moment par une décision des associés ou de l'associé unique.

Le Président peut être révoqué pour un motif grave par décision de la collectivité des associés et statuant à la majorité des associés. Toute révocation intervenant sans qu'un motif soit établi ouvrira droit à une indemnisation du président.

Le Président est, à l'égard des tiers, président de la Société au sens de l'article L.227-6 du code de commerce.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social, sous réserve des pouvoirs que la loi et les présents statuts attribuent expressément aux associés, ou à l'associé unique.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

A tout moment, les pouvoirs du Président peuvent être limités par décision collective des associés ou par décision de l'associé unique.

Toute limitation des pouvoirs du Président est inopposable aux tiers.

Dans ces limites, le Président peut déléguer certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes à toute personne de son choix, avec ou sans faculté de subdélégation.

Article 13.2 Directeurs Généraux

Le Président peut être assisté au plus de Directeurs Généraux, personnes physiques salariées ou non, associées ou non de la Société.

Les Directeurs Généraux sont nommés par le Président pour une durée déterminée ou indéterminée. Ils sont renouvelés, remplacés et révoqués dans les mêmes conditions.

Les Directeurs Généraux peuvent recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à leurs fonctions. Elle est fixée par le Président.

Ils pourront, en outre, prétendre, sur présentation des justificatifs, au remboursement des frais exposés dans le cadre de l'accomplissement de leur mandat.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Directeurs Généraux.

Les fonctions d'un Directeur Général prennent fin (i) par l'arrivée du terme de son mandat, (ii) par l'incapacité ou l'interdiction de gérer, (iii) par le décès ou, (iv) s'il s'agit d'une personne morale, en cas

d'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire et en cas de transformation ou de dissolution amiable.

Les Directeurs Généraux sont investis des mêmes pouvoirs que le Président. Ils représentent la Société à l'égard des tiers et sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social, sous réserve des pouvoirs que la loi et les présents statuts attribuent expressément aux associés, ou à l'associé unique.

Toutefois, le Président est seul habilité à prendre les décisions suivantes :

- l'arrêté des comptes annuels de la Société et
- la proposition d'affectation des résultats;

La Société est engagée même par les actes des Directeurs Généraux qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

A tout moment, les pouvoirs des Directeurs Généraux peuvent être limités par décision collective des associés ou par décision de l'associé unique.

Toute limitation des pouvoirs des Directeur Généraux est inopposable aux tiers.

Article 14 Décisions collectives

Sont soumises à la décision collective des associés :

- l'approbation des comptes annuels (sociaux et le cas échéant consolidés) et l'affectation du résultat dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social,
- l'émission de valeurs mobilières ou de titres donnant accès au capital de la Société,
- l'émission de tout emprunt obligataire,
- la création et/ou la transformation d'actions de préférence, la modification de leurs caractéristiques,
- la nomination, le renouvellement et la révocation du Président,
- la fixation de la rémunération du Président,
- la fixation de règles particulières applicables à la révocation du Président,
- la nomination des commissaires aux comptes,
- l'approbation des conventions conclues visées à l'article 15 des Statuts,
- l'extension ou la modification de l'objet social,
- l'augmentation, la réduction ou l'amortissement du capital,
- la fusion, la scission de la Société, la transmission universelle du patrimoine ou les apports partiels d'actifs réalisés par (ou au profit de) la Société,

- la prorogation de la durée de la Société,
- la transformation de la Société,
- la décision de poursuivre ou non l'activité de la Société dans l'hypothèse où les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social,
- la dissolution ou la liquidation de la Société, la nomination et la révocation des liquidateurs,
- l'adoption ou la modification des clauses statutaires visées aux articles aux articles L. 227-13, L.227-14, L. 227-16 et L. 227-17 du Code de commerce,
- l'augmentation des engagements d'un associé,
- plus généralement, toute décision ayant pour effet ou pour objet de modifier, directement ou indirectement les Statuts sauf lorsque cette compétence a été explicitement dévolue au Président ou à un Directeur Général.
- Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du Président, ou des Directeurs Généraux.

Article 14.1 Fréquence des décisions collectives

Les associés sont appelés à prendre une décision collective au moins une fois par an, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social à l'effet d'approuver les comptes sociaux (et le cas échéant, les comptes consolidés) de l'exercice social écoulé.

Les autres décisions collectives sont prises à toute époque de l'année.

Article 14.2 Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont prises à l'initiative du Président et/ou du Directeur Général (le « Demandeur »).

Les décisions de quelque nature qu'elles soient, sont prises, au choix du Demandeur, soit en assemblée générale, soit par consultation écrite, soit dans un acte sous seing privé signé par tous les associés.

Article 14.3 Assemblées générales

La réunion d'une assemblée générale est facultative.

L'assemblée générale est convoquée par le Demandeur, huit (8) jours avant la date de la réunion, par tous moyens mentionnant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai, sous réserve du droit à l'information préalable du commissaire aux comptes et du comité économique et social.

L'assemblée générale peut se tenir en tout lieu indiqué dans la convocation (au siège social ou tout lieu en France ou à l'étranger).

L'assemblée est présidée par le Président, à défaut elle élit son Président. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion tel qu'indiqué ci-dessous.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens de communication écrite (en ce compris la télécopie et le courriel).

Un projet du procès-verbal devra être établi à l'issue de l'assemblée générale. Ce procès-verbal devra indiquer :

- le mode de consultation ;
- le lieu, la date et l'heure de l'assemblée générale ;
- l'identité des associés présents ou représentés ou absents, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet (dans cette hypothèse, les mandats seront annexés au procès-verbal);
- la liste des documents et rapports transmis aux associés ;
- un exposé des débats ;
- le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et un Associé et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives prises en assemblée sont valablement certifiés par le Président, ou le Directeur Général, le cas échéant.

Article 14.4 Consultation écrite

En cas de consultation par correspondance (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées (et un bulletin de vote correspondant) ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés par le Demandeur à chaque associé, par tous moyens de communication écrite (en ce compris la télécopie et le courriel).

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception des projets de résolutions, pour adresser leur vote (et le bulletin de vote) au Demandeur. Le vote peut être émis par tous moyens de communication écrite (en ce compris la télécopie et le courriel). Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la ou les résolution(s) concernée(s) sera (ont) réputée(s) avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote.

La décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé par le Demandeur (en annexe duquel figurent chacune des réponses reçues des associés) contenant les indications suivantes :

- le mode de consultation ;
- l'identité des associés ayant répondu ;
- le texte des résolutions et le résultat du vote pour chaque résolution proposée ;
- la liste des documents et rapports transmis aux associés.

Ce procès-verbal est immédiatement communiqué à la Société pour être conservé.

Article 14.5 Acte unanime sous-seing privé

La décision des associés peut aussi s'exprimer sous forme d'un acte unanime sous seing privé signé par tous les associés.

Les associés peuvent consentir un mandat à toute personne de leur choix (associé ou non) pour signer l'acte en question.

Cette décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé par tous les associés contenant les indications suivantes :

- le mode de consultation ;
- l'identité des associés signant l'acte ;
- le texte des résolutions et la décision des associés correspondant ; et
- la liste des documents et rapports transmis aux associés.

Ce procès-verbal est immédiatement communiqué à la Société pour être conservé.

Article 14.6 Droit d'information des associés

Quel que soit le mode de consultation, les associés et le commissaire aux comptes doivent obtenir communication d'une information préalable par le Demandeur, comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents, rapports et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

En cas d'assemblée générale, ces documents doivent être mis à disposition au siège social huit (8) jours avant la date à laquelle l'assemblée a été appelée à se réunir. Tout associé peut demander au Demandeur qu'il lui fasse également parvenir ces documents par tous moyens de communication écrite (en ce compris la télécopie et le courriel), aux frais de la Société, le Demandeur étant alors tenu de procéder à cet envoi dans les plus brefs délais s'offrant à lui. Toutefois, le manquement du Demandeur à procéder à cet envoi ne saurait remettre en cause la validité des résolutions qui auront été adoptées par les associés à la majorité requise.

En cas de consultation écrite, ces documents doivent être joints à la consultation et envoyés simultanément au commissaire aux comptes par tous moyens de communication écrite (en ce compris la télécopie et le courriel).

En cas d'acte unanime sous seing privé, ces documents sont remis aux associés et au commissaire aux comptes au plus tard le jour de la signature de l'acte.

Article 14.7 Règles de majorité

Sous réserve des dispositions légales applicables (notamment l'article L.227-19 du code de commerce) qui exigent l'unanimité des associés, les décisions collectives sont prises à la majorité des voix dont disposent l'ensemble des associés de la Société.



Tout associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret.

Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Article 15 **Conventions réglementées**

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses Dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Les associés statuent sur ce rapport et approuvent les conventions visées ci-dessus.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres Dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Par dérogation aux stipulations précitées, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

Article 16 **Inventaire - Comptes annuels**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi sauf si la Société en est dispensée par la loi ou la réglementation en vigueur.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu, le cas échéant, du rapport de gestion et du rapport du ou des Commissaires aux Comptes.

Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

Article 17 Affectation et répartition du résultat

Si les comptes de l'exercice, approuvés par une décision collective des associés ou une décision de l'associé unique, font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, la collectivité des associés ou l'associé unique peut décider de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle/il règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

La collectivité des associés ou l'associé unique peut accorder pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés ou par l'associé unique, soit imputées sur les comptes de réserves de la Société soit reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 18 Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de provoquer une décision collective des associés ou de l'associé unique, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Article 19 Commissaires aux comptes

Le contrôle de la Société est effectué dans les conditions fixées par la loi et sous réserve de leur désignation quand elle est obligatoire, par un ou plusieurs commissaires aux comptes désignés, par décision collective des associés ou, le cas échéant, par décision de l'associé unique.

Le cas échéant, dès lors que leur nomination est obligatoire, il est nommé également un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

Article 20 Comité social et économique

Dans les rapports entre la Société et son comité social et économique (s'il en existe un), le Président constitue l'organe social auprès duquel les membres de la délégation du personnel du comité social et économique exercent les droits définis par les articles L. 2312-72 et suivants du Code du travail.

Le comité social et économique est informé des décisions collectives des associés en même temps et selon les mêmes formes que les associés.

Article 21 Transformation

La Société peut se transformer en société de toute autre forme.

Article 22 Dissolution - Liquidation

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

La dissolution de la Société peut également être prononcée dans les conditions du droit commun applicables aux sociétés anonymes dans le cas où les capitaux propres de la Société deviendraient inférieurs à la moitié du montant du capital social.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il ait lieu à liquidation.

Si au jour de la dissolution, la Société comprend au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La dissolution met fin aux fonctions des dirigeants ; le commissaire aux comptes conserve son mandat sauf décision contraire des associés ou de l'associé unique.

Article 23 Contestations

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre la Société et les associés, soit entre les associés eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

FIN DES STATUTS MIS A JOUR